

OBSTACLES TECHNIQUES AU COMMERCE (OTC)

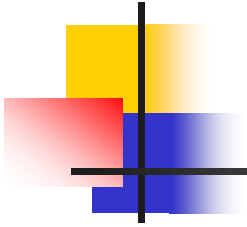


Par Dr Faustin Mukela LUANGA

Conseiller

Institut de formation et de coopération
technique de l'OMC

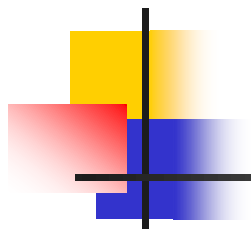
Contact: mukela.luanga@wto.org





PLAN

- Introduction: Evolution de la structure du commerce international
- Barrières non tarifaires
- Principe de base de l'Accord sur les OTC
- Effet des RTN
- Cas des pays en développement



INTRODUCTION : COMMERCE DEVELOPPEMENT



COMMERCE ET DEVELOPPEMENT

- Relation entre commerce et croissance et pauvreté: résultat dépend de la structure des produits importés et exportés et des pays partenaires
- Accroissement de la part des exportations des produits manufacturés par rapport aux produits primaires

EVOLUTION STRUCTURE DU COMMERCE

	1899	1970	1985	2007
Produits manufacturés	37,0%	56,0%	62,0%	69,8%
Dont Afrique				18,8%
Produits primaires	67,0%	44,0%	38,0%	30,2%

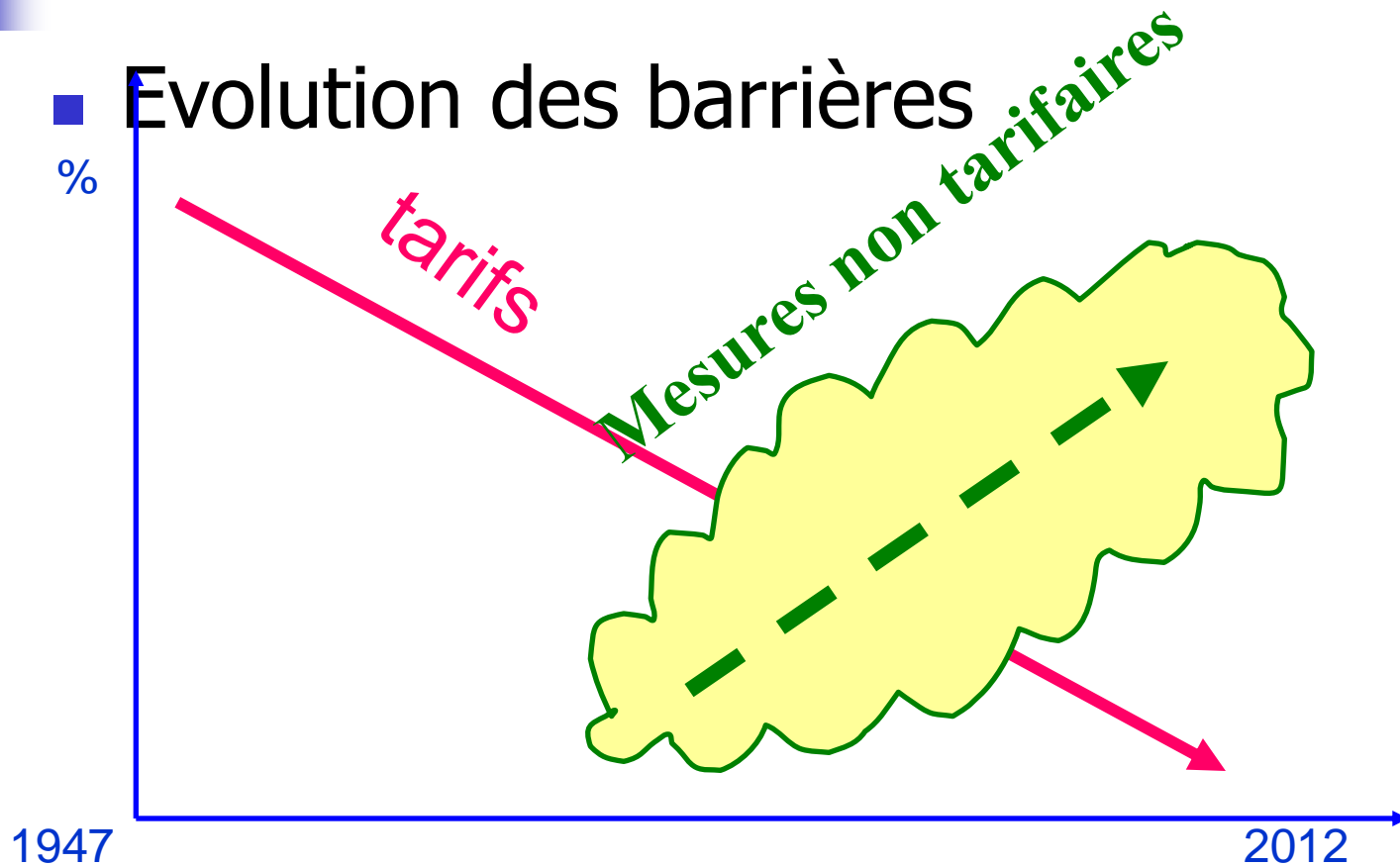
Source : Mouton, Claude et E. Collin (1993), *Matières Premières et Echanges Internationaux*, Vol. VI, *Economica*, Paris, p. xiv and for 2007 from World Trade Organization, 2009, *International Trade Statistics*, 2008.



EVOLUTION STRUCTURE DU COMMERCE ET DE LA PROTECTION

- Hausse des exportations des produits manufacturés avec baisse de la protection tarifaire mais hausse des autres types de protection
- À mesure que les pays en développement s'intègrent au marché mondial, il devient plus important qu'ils parviennent à se conformer aux obligations fondamentales relatives aux normes énoncées dans les disciplines multilatérales.

Tarifs douaniers / Mesures non tarifaires





EVOLUTION DES BARRIERES NON TARIFAIRES

ACQUIS DES SIX PREMIERS CYCLES



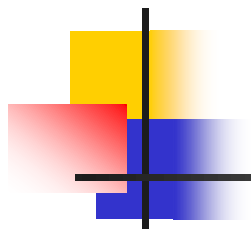
- Accents mis sur droits de douanes dans les négociations de ces cycles (réduction de tarifs sur plus de 40 000 produits lors du premier cycle). Baisse de 35% de tarifs moyens lors du cycle de Kennedy



ACCROISSEMENTS NBRE BNT

- Pourcentage importations affecté par BNT

Pays	Tous produits		Produits manufacturés	
	1966	1986	1966	1986
UE	21	54	10	56
France	21	54	6	61
Japon	31	43	48	50
USA	36	45	39	71
MONDE	25	48	19	58



EFFETS DES RTN



EFFETS POSITIFS DES RTN

- Les règlements techniques et les normes peuvent avoir un effet positif sur les échanges, par exemple en renforçant la confiance des consommateurs dans les produits importés et grâce aux améliorations apportées aux modes de production, contribuant ainsi à diminuer les coûts de production et à augmenter la compétitivité des prix.



EFFETS POSITIFS DES RTN (Suite)

- Ils peuvent aussi favoriser le développement au niveau local par le biais du transfert de technologie et de savoir-faire et de la baisse des prix à la consommation.
- Les échanges peuvent toutefois être limités lorsque le pays exportateur est incapable de satisfaire ou de démontrer qu'il satisfait aux exigences d'importation, comme c'est parfois le cas pour les pays d'Afrique de l'Ouest.



COUTS DES RTN

- Difficultés d'estimation. Formes:
- Traduction des RTN étrangers;
- Recrutement d'experts pour expliquer les RTN étrangers;
- Ajustements des équipements de production pour respect des RTN étrangers.
- Mise en conformité



COUTS DES RTN (Suite)

- Une baisse de 50% des OTC entraînerait une hausse de de EU\$ 100 milliards
- Gains pour PVD de l'élimination des OTC des pays industrialisés sur textiles, vêtements et autres produits au HIMO: EU\$ 50 milliards
- Accroissement de 1% des investissements pour être en conformité avec les normes du pays importateur, augmentait de manière statistiquement significative les coûts variables de 0,06 à 0,13%. Les coûts fixes quant à eux augmentaient \$425 000 par entreprise de l'échantillon de l'étude soit 4,7% de la moyenne de la valeur ajoutée de ces entreprises.



COUTS DES RTN (Suite)

- Segmentation des marchés : Nécessité de se conformer aux RTN de chaque marché: limitation des économies d'échelles;
- Mise en conformité: Nécessite des tests de conformité (test, certification, ou inspection dans des laboratoires agréées, organes de certification). Ces coûts sont le plus souvent à la charge de l'entreprise exportatrice.



BENEFICES POUR LES ENTREPRISES EXISTANTES

- S'il y a des coûts associés à la conformité avec les normes, ceci réduit la contestabilité de l'industrie donc augmente le pouvoir de monopole sur le marché. Il peut donc avoir des incitations pour la formation de collusion entre entreprises existantes pour créer ces normes. Mais de l'autre côté possibilité pour les autres de constituer des groupes de pression contre l'imposition de ces RTN



COUTS

- Coût de mise en conformité :
- Coûts additionnels supportés par les opérateurs ou le gouvernement pour la mise en conformité avec les nouveaux règlements techniques et normes exigés pour accéder à un marché spécifique donné



IMPORTANCE DES COÛTS

- Les coûts engendrés par la modernisation et la mise à niveau de l'infrastructure nécessaires pour honorer les engagements découlant des Accords de l'OMC en matière d'accès aux marchés dépassent le budget de développement total dans bien des pays les moins avancés Membres de l'OMC.



TYPES DE COUTS (Suite)

- Coûts non récurrents supportés une fois pour toute :
- Exemple: Mise à niveau de laboratoire; achat de nouveaux équipements pour production; renforcement des capacités des laboratoires et des organes de régulations
- Coûts récurrents pour maintenir la surveillance et le respect des RTN :
- Exemple: Coûts pour la vérification du respect des nouveaux RTN chaque fois que l'on veut exporter



REGLMENTS TECHNIQUES ET PAYS EN DEVELOPPEMENT



Déficiences du système de normalisation dans les pays

- Législations non adéquates (responsabilités des organes, systèmes d'agrément, pouvoir des inspecteurs) ;
- Système d'inspection faible (manque de manuel de procédures) ;
- Faibles capacités humaines des services d'inspection ; faibles système de faire des rapport)



PRINCIPALES CAUSES

Difficulté de respecter les prescriptions en matière d'évaluation de la conformité sur leurs marchés extérieurs

Manque de ressources matérielles et techniques

Manque de ressources humaines

Difficulté de mettre en œuvre les guides ISO/CEI sur les procédures d'évaluation de la conformité

Coûts élevés et difficultés juridiques liés à l'obtention d'une accréditation à l'étranger



CONSEQUENCE DES FAIBLESSES DES CAPACITES DES PAYS

- les exportations se heurtent à des règlements RT et Normes des pays développés (directives et décisions de l'UE sur les produits de pêche, les fruits et légumes...);
- Envahissement par des produits qui peuvent dans certains cas être de qualité douteuse provenant des pays du Nord ou des pays nouvellement industrialisés.



ATTITUDE POSSIBLE

- HARMONISATION
- ACCORD DE RECONNAISSANCE MUTUELLE DES OTC (ARM)
- COMPORTEMENT ISOLE
- PASSIF/ACTIF



HARMONISATION

- ARTICLE 2.7: Accepter comme équivalent les RTN des autres pays. Il décourage le recours à des méthodes qui donneraient un avantage inéquitable aux produits fabriqués dans le pays. Il encourage aussi les pays à reconnaître mutuellement les procédures d'essai. Suppose confiance mutuelle.
 - Cas des anciennes colonies;
 - Cas volontaires pour profiter de grand marché



ARM

- NEGOCIATIONS ENTRE DES MEMBRES EN VUE RECONNAISSANCE MUTUELLE DES NORMES ET RT Article 6.3 encourage
- La négociation de ces accords demande beaucoup de temps.



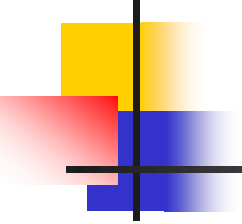
REACTIF / PROACTIF

- **REACTIF** : ATTENTE DE CHANGEMENT ET REACTION : NE PAS ENVOYER DES COMMENTAIRES
- **PROACTIF** : ENVOYER DES COMMENTAIRES ET SUIVRE PRISE EN COMPTE DES COMMENTAIRES

STRATEGIE POUR MINIMISER LES COUTS



- COUTS NON RECURRENTS PARFOIS TRES ELEVES: NECESSITES DE COOPERATION REGIONALE
- AVOIR « CENTRE D'EXCELLENCE » DES LABORATOIRES : LABORATOIRES REGIONAUX POUR LES TESTS



CAS DE QUELQUES PAYS



CAMEROUN

- Direction de la Normalisation et de la qualité du MC (DNQ) responsable de la normalisation et élaboration des RT: comprend comité de normalisation et certification, et Comité pour la promotion et l'assistance Centre d'analyses et des tests;
- Comité de la normalisation et de la protection des consommateurs (CNPC) du MiniCom veille aux applications des RTN
- Entre 1996 et août 2006 élaboration et publication de 253 normes couvrant plusieurs secteurs relatifs à la protection du consommateur et aux exportations.
- Pas de notification de RT à l'OMC depuis 2001.
- RTN conformes aux dispositions internationales (ISO 9000)



CAMEROUN (Suite)

- Environ 20 normes transformées en RT (26 depuis 2001) relatifs à l'alimentation (farine de blé, pain, yaourt, lait en poudre et en crème, lait concentré, jus de fruits, jambon, boissons non alcoolisées, eau minérale, etc.) étiquetage d'aliments en conserve, sacs de jute, bouteilles de gaz, ciment, aluminium..)
- En principe avant de mettre un produit sur le marché tout produit doit avoir subi le test de contrôle de qualité et de conformité (délivré par le ministère en charge du suivi MiniIndustrie).
- Depuis septembre 2001 obligation d'étiquetage des produits alimentaires importés et locaux.
- Pour produits alimentaires périssable: indication de la date péremption (anglais et français)



CAMEROUN (Suite)

- Les produits pharmaceutiques doivent indiquer: date de péremption, et indications d'utilisation (en français et en anglais).
- PROBLEMES
- Contraintes: Nombre élevés d'acteurs dont les rôles ne sont pas clairement définis; législation trop générale; faibles capacités humaines et financières; offres de services limitées des laboratoires en charge des analyses et de contrôle de qualité



GABON

- Pas de notification à l'OMC sur régime de normalisation et procédure d'accréditation et de certification. Régime introduit avec la création du Centre de Normalisation et de Transfert de Technologie opérationnel à partir de janvier 2007.
- Le système métrique est obligatoire
- Tous les produits alimentaires périssables, cosmétiques, pharmaceutiques doivent être étiquetés en français en précisant l'origine, la date de péremption pour l'utilisation, et les spécifications des substances utilisées.



MADAGASCAR

- Pas de notification à l'OMC sur régime de normalisation et procédure d'accréditation et de certification qui existe cependant et est géré depuis 1997 par le Bureau Malgache des normes. Existence d'un projet de normes non encore adopté et publié au JO
- Les seules normes obligatoires (RT) concernent les importations des condoms, les reflector strips, les savons et les détergents. Normes volontaires pour les matériaux de construction, de sécurité routière et de treansport public urbain.



MADAGASCAR (Suite)

- Capacités nationales limitées: acceptation des tests de conformité effectués par des laboratoires extérieurs étrangers renommés mais indépendants du manufacturier.
- Normes de qualité obligatoires pour l'emballage et l'étiquetage de café et de vanille destinés à l'exportation
- Obtention par des opérateurs économiques malgaches de certifications de litchi et d'haricot verts par tierce personnes pour satisfaire aux exigences des importateurs européens.



ILE MAURICE

- The Mauritius Standards Bureau (MSB), créé en 1975, développe les normes et les RT, fournit les services de métrologie, de calibration des tests et de la garantie de qualité aux secteurs des industries manufacturières et des services. Est membre de The International Organization for Standardization (ISO) et de l'Organisation Régionale Africaine de Normalisation (ORAN/ARSO); Adhère au Code de Bonnes pratiques en matière de Préparation, d'Adoption et d'Application des Normes, et a un point d'information.



ILE MAURICE (Suite)

- Les projets de normes sont publiés dans la Gazette du Gouvernement; 60 jours pour commentaires publics propositions d'amendements. Normes mise en œuvre après prise en considérations des commentaires.
- Normes révisées tous les 5 ans pour les alignés sur les standards internationaux.
- En novembre 2007, 160 normes et 25 RT
- Le MSB est le seul organe de certification
- Le certification de MSB autorise les entreprises à utiliser la marque MSB pour les produits et les process qui ont respecté toutes les exigences de la norme de MSB (47 entreprises en juillet 2007).



ILE MAURICE (Suite)

- MSB est accrédité par le Conseil Hollandais pour l'accréditation pour le Système National de Certification de Qualité pour 13 secteurs dont les textiles, les métaux et les produits métalliques, mes machines, les équipements et la technologie de l'information



ILE MAURICE (Suite)

- Entrée de produits sujets à RT doivent avoir autorisation du MiniCom avant d'entrer sur le marché. Si produit certifié par organe extérieur reconnu : non nécessité de certification locale;
- Organe d'accréditation est MAURITAS, opérationnel depuis janvier 2006 au MiniIndustrie
- MAURITAS membre de la Coopération internationale d'Accréditation des laboratoires; du Forum International d'accréditation; Agrément avec le Système Sud Africain d'accréditation pour l'accréditation des laboratoires et l'Accréditation de Norvège pour l'accréditation d'organes de certification et la formation et expertise



ILE MAURICE (Suite)

- Pour produits alimentaires l'étiquetage doit indiquer : nom, liste des ingrédients, nom et adresse du manufacturier, conditions spéciales de stockage, date de péremption, date de fabrication et l'identification du lot; et si applicable: nom du gras/huile utilisé, présence d'alcool en lettre majuscule, type d'additif alimentaire utilisé, si produit obtenu par modification génétique, présence de bœuf ou de porc, présence de gélatine, contenu en sel. Exigence pour les aliments à faible calories et pour objectif spécifique (aliments pour enfants)



MAROC

- *Service de normalisation industrielle marocaine* - SNIMA du MinInd responsable d'élaboration et promotion des normes, de la certification des produits et services et point d'information. Appartient à ISO
- MinIndus membre associé de la Coopération Internationale d'Accréditation des Laboratoires.
- Tient compte des normes de ISO, de Codex Alimentarius pour produits alimentaires et des normes européennes notamment ASFNOR. Plus de 7800 normes dont 140 sont devenues des RT
- Accréditation de la responsabilité du Service Chargé d'accréditation



MAROC (Suite)

- Environ 100 RT pour produits d'acier et de fer, de gaz, équipement électrique, textile, jouets,. En 2007, des produits d'une valeur de 5,4 millions de dinars rejetés à la frontière
- En 2008, sur 48573 des transactions à l'importation de produits soumis à RT, 3663 ont été contrôlés sur la base (origine et type de produit ou de l'opérateur surtout si nouveau).



TCHAD et TOGO

■ TCHAD

- Inexistence de cadre légal pour les RTN
- N'a pas d'organe de normalisation et de certification

■ TOGO

- Le pays est membre associé de l'ISO
- Le conseil Supérieur de la normalisation (CSN) créé en 1983 est en charge de l'élaboration et de la mise en œuvre des politiques dans le domaine.
- Inexistence actuellement de RT.



POLITIQUE REGIONALE

- Différence de RTN entre pays impose test de conformité des biens et services à toutes les frontières: coûts élevés
Réduction du volume du commerce intra communautaire
- Nécessité de coopération en la matière
- Faiblesse des infrastructures de normalisation : tests sub optimaux pour les marchés des pays développés: difficulté d'accès a marchés extra communautaires mais accès facile pour les produits extra communautaires



HARMONISATION DANS REGROUPEMENTS ECONOMIQUES (1)

- Peu d'Accords de Regroupements économiques font référence à l'AOTC de l'OMC. Mais souvent reconnaissent que les obstacles non tarifaires limitent commerce intra communautaire (CEDEAO et CEMAC)
- *Harmonisation*
- Encouragent effort aux pays d'harmonisation des dispositions des RTN et évaluation de conformité
- *Acceptation des RT équivalents*
- Certains demandent acceptation des RTN des autres pays comme équivalent (CEMAC art. 17)



HARMONISATION DANS LES REGROUPEMENTS ECONOMIQUES (2)

- *Reconnaissance mutuelle des évaluation de conformité*
- Art 76 (e) de l'UEMOA; art. 13 (n) et 17 de la CEMAC encouragent reconnaissance mutuelle pour certification.
- *Transparency*
- Pas de dispositions de transparence ou demandant aux pays d'avoir des consultations et de procédures de notifications ou périodes de temps pour commentaires par les autres pays ou exigence de la mise en place de point d'information.

POLITIQUE REGIONALE: CAS DE L'UEMOA

- No. 01/2005/CM/UEMOA pour schéma d'harmonisation des systèmes d'accréditation, de certification, de normalisation et des activités de métrologie dans l'espace UEMOA
- Mécanisme et principes de coopération pour reconnaissance de qualité et de conformité mutuelle des biens et services entre les pays membres.
- Assister les pays, notamment les moins avancés du groupe afin d'assurer que leurs biens et services sont en conformité avec les normes internationales. Accréditation de laboratoires nationales devrait faciliter accès au marché international des exportations des pays

POLITIQUE REGIONALE: CAS DE L'UEMOA (Suite)

- Programme de qualité de l'UEMOA avec trois composantes: (i) mise en place du Système Ouest Africain d'accréditation (SOAC); (ii) le renforcement des capacités des organisations nationales de normalisation des pays de la sous région et la création d'un centre de documentation ; et (iii) la promotion de la qualité dans les entreprises et la protection du consommateur
- Adoption de la Règlementation 04/2009/CM/UEMOA, pour cadre harmonisé des règles d'approbation, de marketing et de contrôle des pesticides, avec pour objectif la promotion du commerce intra communautaire des pesticides approuvés.

POLITIQUE REGIONALE: CAS DE L'UEMOA (Suite)

- **Acquits Règlementation 01/2005/CM/UEMOA**
- Huit études sur produits prioritaires et 60 sessions de formation sur gestion de la qualité, normalisation, métrologie, accréditation, inspections, accords de l'OMC sur les OTC et les SPS;
- Assistance à 65 laboratoires pour effort d'amélioration et d'obtention d'accréditation internationale;
- Mise en place de bases de données pour dissémination d'information sur les RTN existants et sur les services disponibles fournis par les laboratoires de tests et de calibration; et gestion de qualité

POLITIQUE REGIONALE: CAS DE L'UEMOA (Suite)



- Création des organes permanents suivants :
- *Système ouest-africain d'accréditation - SOAC;*
- *Secrétariat régional de la normalisation, de la certification et de la promotion de la qualité - NORMCERQ*
- *Secrétariat ouest-africain de métrologie - SOAMET);*
- *et le Comité régional de coordination de la qualité - CRECQ;*